



4 février 2021

**Pour nos emplois et nos salaires,
tous en grève !**

**Rassemblement à 10 h 30
place de la République à Châteauroux**

L'année 2020 a été marquée par une grave crise sanitaire liée au virus de la Covid-19, qui a aggravé la crise économique, sociale et environnementale que nous vivons depuis plusieurs décennies. Elle est, pour de très nombreuses entreprises, notamment les plus grandes, le prétexte pour effectuer des restructurations avec des dizaines de milliers de suppressions d'emplois à la clé, sans compter les dizaines de milliers de contrats d'emplois précaires (CDD, intérim, saisonniers...) qui sont stoppés ou non renouvelés.

Cet état de chômage de masse et de précarité est grossi avec un peu plus de 750 000 jeunes diplômés qui ont quitté les études pour entrer dans la vie active, sans compter les dizaines de milliers de « décrocheurs » qui sont laissés au bord du chemin. Avec un taux de chômage de 21,6 % pour les moins de 25 ans, qui devrait dépasser les 30 % au mois de décembre, les jeunes subissent de plein fouet les effets néfastes des crises économiques, et particulièrement ceux liés à la situation sanitaire post-Covid-19. Cette situation a des conséquences graves sur la vie quotidienne de nombreux citoyens, la pauvreté se développe et les associations caritatives voient exploser les demandes d'aide alimentaire. Ainsi, notre pays bat d'incessants records : 11 millions de pauvres en France, chiffre inégalé depuis la seconde guerre mondiale ; + 1 million de chômeur.se.s attendu.e.s en 2021 ; 300 000 personnes sans domicile fixe (SDF) ; 40 % d'augmentation de l'aide alimentaire ; 40 % de familles monoparentales en-dessous du seuil de pauvreté.

L'état de l'industrie du département est sans appel. Elle est en déclin depuis plusieurs années

(bien avant l'épidémie de covid-19) avec nombre de pertes d'emploi. Elle est constituée d'un réseau de sous-traitants, de premier, deuxième et troisième rang, totalement soumis aux injonctions des donneurs d'ordres que sont les grands constructeurs, les grands équipementiers français et étrangers, en continues perfusions d'aides publiques tout en continuant à licencier.

Pertes d'emplois dans le département de l'Indre : 2014 emplois

SPEMA (Produits métalliques)	- 13 emplois
MAKEEN ENERGY TECHNOLOGY (Moteurs)	- 20 emplois
LA HALLE ISSOUDUN	- 289 emplois
LA HALLE MONTIER-CHAUME	- 47 emplois
ASTRONICS PGA (Aéronautique)	- 71 emplois
CENTRAIR (Aéronautique)	- 30 emplois
MK AIR (Métallurgie)	- 12 emplois
LISI INDRAERO (en cours) Argenton s/c	- 52 emplois
TRANSPORTS GUILLEMET Argenton s/c	- 98 emplois
SAFRAN Issoudun (emplois intérimaires)	- 850 et 200 départs volontaires
LINAMAR (Montupet)	- 94 CDI ont disparu depuis 2019 et 50 contrats intérimaires
GIOFEX	- 21 emplois
+ chiffres URSSAF	- 130 emplois (hôtellerie – restaurant) - 30 emplois (construction) - 90 emplois (textile) - 80 emplois (action sociale et hébergement médico-social) - 70 emplois (industrie)

L'échec et la fermeture d'une plateforme comme La Halle à Issoudun nous démontrent également que notre production est partie ailleurs. Notre département est en pleine perte d'attractivité, ce qui provoque une fuite de la population.

Le gouvernement et l'Union Européenne ont pourtant su mobiliser de l'argent.

Plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines, s'ajoutant aux centaines de milliards du premier plan de soutien « Covid ». Ce-la change des discours traditionnels consistant à déclarer qu'il n'y a pas d'« argent magique ».

Mais pour qui et à quoi va servir cet argent public ?

Pas aux premiers de corvée, les deuxièmes lignes, salués par le Président de la République et ses Ministres pendant le premier confinement, dont le salaire au smic a augmenté de 0,99 % au 1^{er} janvier 2021. Ils ont de quoi être comblés !

Il n'y a pas de fatalité au chômage, à la précarité. Tout est une question de choix, avant tout des choix politiques et gouvernementaux. C'est pourquoi la CGT propose des solutions concrètes et immédiates, notamment :

- la suspension de tous les plans de suppressions d'emploi en cours ou survenus durant l'année 2020 ;
- la suppression des dividendes versés aux actionnaires des grands groupes, soit l'équivalent de 60 milliards d'euros pour l'année 2020, qui doivent être réorientés pour le social, l'économie, l'environnement ;

- le développement des services publics sur l'ensemble du territoire par la création de 500 000 emplois dans la Fonction publique, dont près de la moitié dans la santé et l'action sociale.

Pour le département de l'Indre, il manque drastiquement des moyens et en particulier près de 1300 emplois pour les Ehpad et 300 pour l'hôpital public (base de calcul dernières élections professionnelles) ;

- la réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire pour travailler moins, mieux, pour toutes et tous ;
- une autre réforme de l'assurance chômage avec l'ouverture de droits à toutes et tous, y compris pour les jeunes en recherche du premier emploi ;
- une Sécurité sociale professionnelle permettant un déroulement de carrière progressif, quels que soient les aléas de la vie au travail ;
- une augmentation de salaire pour tous de 300 €, indispensable pour répondre aux besoins.

Et bien évidemment, dans un contexte économique où le chômage et la précarité augmentent, nous refusons que la classe ouvrière soit encore pressurisée avec le remboursement de la dette Covid par le biais de la réforme des retraites !

4 février 2021

Pour nos emplois et nos salaires,

tous en grève !

Rassemblement à 10 h 30

place de la République à Châteauroux